

**TIZI-OUZOU**

# Funérailles symboliques du comité de wilaya du Croissant-Rouge

«*Ici repose l'ex-comité de wilaya du Croissant-Rouge, décédé le 22 juin 2004*».

A cette pancarte rédigée en langues arabe et française, collée contre un mur de parpaing, érigé dans la matinée du lundi 2 novembre devant la porte d'entrée de l'unique bureau concédé par l'APC de Tizi-Ouzou à l'ex-comité de wilaya, on a joint une gerbe de fleurs, consacrant, aux yeux des organisateurs, la fin d'une situation de non-droit. Ces obsèques symboliques, organisées par une vingtaine de personnes appartenant essentiellement au comité local du Croissant-Rouge de Tizi-Ouzou, ont suscité l'intervention d'un vice-président d'APC, propriétaire des lieux, de la police du quartier et des renseignements généraux venus tous s'enquérir d'une situation qui perdure depuis des années mais officialisée seulement le 6 août dernier.

En effet, une décision du comité national du Croissant-Rouge suspend, par mesure conservatoire, le comité de wilaya, désigne, par la même occasion, un collectif gestionnaire pour la période transitoire placé sous l'autorité du siège national, diligente un contrôleur financier pour éplucher les comptes de 2004 à ce jour, et gèle les comptes bancaires et CCP du comité de wilaya. Le comité de wilaya conteste la décision de la direction

nationale vilipendée à plusieurs reprises par voie de presse, refuse la restitution des biens et la passation de consignes avec le collectif de gestion placé sous l'autorité du siège national, et met des conditions à l'organisation de l'assemblée générale électorale qui doit avoir lieu sans présentation du rapport moral et financier, en l'absence de la presse, dans un lieu choisi par ses soins et autour d'un compromis avec les comités locaux qui le contestent depuis 2004, le poursuivant même en justice pour détournement de biens sociaux. Pis encore, en

contradiction de la décision de suspension qui le frappe, en violation des statuts du C-RA et alors qu'il est poursuivi encore en justice, cette fois par le collectif de gestion désigné le 16 août dernier par la direction nationale, le comité de wilaya nomme illégalement, en date du 15 septembre dernier, un secrétaire général du C-RA de Tizi-Ouzou, déclaré membre du bureau du comité de wilaya alors qu'il ne figure pas parmi les membres élus le 22 juin 2000.

Ce dernier se proclame porte-parole du comité de wilaya et mène, de surcroît, une guerre ouverte contre le comité national, la tutelle de tous les comités de wilayas

du pays, abusant de la naïveté de certains correspondants locaux. Contre cet ensemble d'actes de rébellion tolérés on ne sait pour quelles raisons et jusqu'à quand, le comité local de Tizi, soutenu apparemment par ceux d'Azeffoun, Aït Chafaï, Akbil, Iboudrarène, Yatafène et Ath Yani, a décidé d'emmurer symboliquement l'entrée du bureau de wilaya réduit à sa plus simple expression depuis que l'APC de Tizi a récupéré la quasi-totalité des locaux cédés au Croissant-Rouge du temps du regretté Mohamed El-Kechaï où cette ONG bénéficiait d'une aura bien méritée.

B. T.

## Les élèves du technicum de Bouzeguène en grève illimitée

Les élèves du technicum des frères - Hanouti de Bouzeguène entament la deuxième semaine de la grève illimitée, qu'ils ont déclenchée lundi dernier, pour exiger de l'administration la satisfaction de leurs revendications qu'ils estiment indispensables pour le bon fonctionnement de l'établissement.

Au premier rang de ces revendications, la création de deux divisions pédagogiques de la classe de génie mécanique et génie civil, initialement composée de 41 élèves mais qui atteindra un effectif de 56 élèves après la réintégration de 15 élèves doublants. Le collectif d'élèves érigé en porte-parole de leurs camarades exige également la réouverture de l'internat au profit des élèves venant des régions et communes limitrophes, l'admission à la cantine des ex-demi-pensionnaires qui ont

perdu ce privilège après avoir doublé l'année et enfin un assouplissement de l'emploi du temps démentiel hérité des dernières mesures du ministère de tutelle vu que les élèves viennent de loin, eux qui quittent le domicile familial aux aurores et qu'ils regagnent en début de soirée. Faute d'association de parents d'élèves pour défendre leurs droits, et menés, selon eux, en bateau par l'administration «qui cherche à gagner du temps», les élèves s'organisent comme ils peuvent pour faire aboutir leurs revendications «dans une inquiétante quasi-indifférence», notent des professeurs. Par ailleurs, nous avons vainement tenté d'entrer en contact avec le chef d'établissement pour avoir sa version des revendications socio-pédagogiques de ses élèves.

S. Hammoum

## LE DÉSARROI DE L'EX-DIRECTRICE DE LA CITÉ «U» ALI-MENDJELI II À CONSTANTINE

# A quoi sert une décision du Conseil d'Etat ?

**Faut-il introduire une autre action judiciaire pour faire valoir une décision du Conseil d'Etat, la plus haute juridiction administrative ? A-t-il perdu de son autorité ou y a-t-il des administrations qui sont au-dessus des lois... de la justice ?**

La situation dans laquelle se trouve M<sup>me</sup> Saliha Rizzi, intendante principale et directrice de la résidence universitaire Ali-Mendjeli II (Constantine), qui fut dégradée abusivement avant d'être rétablie dans ses droits, le 15 avril dernier par le Conseil d'Etat, pose bien le problème de l'exécution par l'administration des décisions de la justice.

Celle-ci ne sait plus à quel saint se vouer depuis que l'Office national des œuvres universitaires (Onou), par le biais de sa direction générale sise à Ben Aknoun (Alger), a refusé de la réintégrer dans le corps des directeurs de résidences universitaires. Une entorse à la loi qui sent plutôt, pour le cas de M<sup>me</sup> Rizzi, l'odeur d'un «vil règlement de compte».

Les faits de cette histoire remontent au mois d'août 2008 lorsque M<sup>me</sup> Rizzi a fait l'objet d'une décision mettant fin à ses fonctions de directrice de ladite

résidence universitaire et l'affectant à son poste initial d'intendante principale. Une décision qu'elle a reçue par fax alors qu'elle était en congé. Prétexte : «elle ne remplit plus les conditions requises pour ce poste conformément aux dispositions de l'arrêté interministériel du 25 janvier 2005». Un argument rendu caduc par l'inspection de la Fonction publique de la wilaya de Constantine.

M<sup>me</sup> Rizzi qui a fait déjà l'objet d'une procédure similaire avant d'être nommée à Ali-Mendjeli II a eu une dérogation de la part de la Fonction publique, comme ses collègues d'ailleurs, avant d'être éjectée une deuxième fois en août 2008. Une dérogation qu'elle a obtenue à titre individuel contrairement à ses collègues que la DG de l'Office national des œuvres universitaires (ONOU) a pris le soin de la demander pour eux.

Dans une correspondance adressée au DG de la Fonction publique datant du 30 janvier 2008, l'inspecteur de la Fonction publique à Constantine précise que «M<sup>me</sup> Rizzi a eu des démêlés avec le directeur des œuvres universitaires de Constantine/El-Khroub, son supérieur hiérarchique, pour incompatibilité d'humeur. Ce responsable a trouvé

accommodant de prendre prétexte de la saisine de l'inspection par la plaignante pour régler ses comptes avec elle, sans qu'il n'eut pris le soin de lui reprocher quoi que ce soit, dans son comportement ou dans la manière avec laquelle elle assume ses tâches et qui aurait justifié de la relever de ses fonctions».

Il est allé jusqu'à dénoncer le fait que le directeur en question, «n'est pas, lui-même, en règle au regard de l'arrêté interministériel du 25 janvier 2005» lui, précise-t-on, qui est un enseignant du centre universitaire de Khenchela» ayant bénéficié d'une «décision ministériel qui contredit l'arrêté interministériel susmentionné».

Ayant épuisé toutes les voies de recours possibles, M<sup>me</sup> Rizzi a recouru, ensuite, à la justice et a obtenu gain de cause.

Les responsables de l'Onou continuent, cependant, d'ignorer la décision du Conseil d'Etat prononcée le 15 avril 2009 en sa faveur. Ses nombreuses sollicitations d'audience auprès de la tutelle comme ses missives adressées y compris à la présidence de la République sont restées lettre morte.

L. H.

**SIDI-BEL-ABBÈS**

## Malgré la menace de la grippe A, les futurs hadjis plus nombreux cette année

Malgré la menace d'une grave pandémie de la grippe A/H1N1, les Bélabessiens sont cette année beaucoup plus nombreux à prétendre à l'accomplissement du cinquième pilier de l'islam, à savoir celui du Hadj. Si en 2008, seuls 750 hadjis s'étaient rendus sur les Lieux Saints de l'Islam, 2009 a fait exploser les chiffres avec 893 futurs hadjis recensés à la date du 2 novembre dernier. Les premiers départs viennent de commencer. L'opération du tirage au sort a fait pour la commune de Sidi-Bel-Abbès 146 heureux alors que le reste s'est procuré par ses propres moyens le livret blanc du hadj. A noter que l'opération de vaccination s'est ouverte au niveau de la Semep (service d'épidémiologie et de médecine préventive). Après la consultation, la commission médicale déléguée par le ministère de la Santé et de la Réforme hospitalière, composée d'un cardiologue, d'un psychologue et d'un médecin généraliste délivre un certificat d'aptitude au futur hadji qui devra se soumettre aux vaccinations d'usage. Pour cette année, les prétendants au pèlerinage ont été vaccinés contre la grippe saisonnière, une recommandation du dispositif national contre la grippe A. L'opération de vaccination supervisée par le responsable du service, M<sup>me</sup> Boubchir Malika, s'est déroulée dans de bonnes conditions, les vaccins étant largement disponibles, nous indique-t-on.

## ORGANISATION DE JOURNÉES RÉGIONALES

### L'hépatite B et C et le cancer du col de l'utérus au menu

Le laboratoire Cerba de Paris France, en collaboration avec la société Bro-Diag, a initié l'organisation de deux journées régionales.

La première ayant pour thème «L'hépatite C et B» s'est tenue dans la journée de mardi dernier à Oran. La deuxième «Prévention du cancer du col de l'utérus» fut abritée par l'auditorium de l'université Djilali-Liabès de Sidi-Bel-Abbès dans la journée du mercredi 4 novembre et à laquelle cette dernière a collaboré. Quelque 250 participants étaient attendus à Sidi-Bel-Abbès et nos sources parlent de sommités du milieu médical qui ont intervenus lors de cette importante manifestation scientifique. Il convient de rappeler que plus de 130 millions de personnes sont atteintes d'hépatite B et C à travers le monde, soit une personne sur 12 avec un million cinq cent mille personnes décédées.

A Sidi-Bel-Abbès, selon les chiffres de l'association SOS hépatite, 93 cas d'hépatite C ont été traités entre 2007 et 2008 et 36 cas entre 2008 et 2009. La prévalence étant de 2,5% pour l'hépatite B et 2,7% pour l'hépatite C, ces pathologies sont prises très au sérieux par l'Etat qui débourse 148 millions de centimes par malade pour une totale guérison avec un traitement qui peut s'étendre jusqu'à 48 semaines.

### 3 500 demandes pour 180 logements sociaux à Sfisef

3 500 demandes de logement, dont 3 000 pour le chef-lieu de la daïra de Sfisef (Sidi-Bel-Abbès), font actuellement l'objet d'une étude par la commission composée du chef de daïra, du P/APC, d'un responsable de la DAS et d'un responsable des moudjahidine.

180 logements seulement sont disponibles dont certains ont été réceptionnés et d'autres en cours de réalisation. C'est à un véritable travail d'investigation que s'est attelée la commission pour éviter de faire des mécontents, vu le quota de logements réservés à la prochaine opération de distribution dont la date reste subordonnée à l'assainissement des listes. Au vu des demandes de logements sociaux, ce n'est pas demain la veille que Sfisef arrivera à résorber sa crise de logement.

A. M.